

LC

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 41.713/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 21 novembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'administration générale et à la cellule d'appui de la Sûreté de l'État", a donné le 27 novembre 2006 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"Le respect de ce délai de 5 jours ouvrables est strictement nécessaire par le fait qu'un nouvel administrateur général de la Sûreté de l'État a été désigné par le Roi ce 27 octobre 2006; Qu'il est nécessaire que les procédures de désignation des différents experts de la cellule d'appui soient rapidement mises en oeuvre de telle sorte que le nouvel administrateur général de la Sûreté de l'État puisse prendre ses fonctions entouré notamment des experts de la cellule d'appui; Vu la nature particulière de ce service public, il importe d'assurer au plus vite un renfort des expertises nécessaires pour mener à bien l'ensemble des missions légales qui incombent à la Sûreté de l'État; Que la section de législation du Conseil d'État a été récemment saisie d'un projet d'arrêté royal qui réforme toute la carrière des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État; Que cette réforme nécessitera l'appui des experts prévus par le présent arrêté royal et plus particulièrement, de l'expert en management et de l'expert en droit administratif et de la fonction publique; Qu'il est dès lors indispensable de pouvoir lancer la procédure de sélection de ces experts à très court terme dès lors que cette réforme de la carrière des agents des services extérieurs doit entrer en vigueur avant le 31 décembre 2006."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

.../...

Formalités préalables

Le préambule du projet vise "l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 2006". Cet accord est toutefois conditionnel, puisqu'il est subordonné au respect de trois exigences, dont la première est ainsi formulée :

"dat de kost verbonden aan de bepalingen in het ontwerp opgevangen worden binnen de toegestane personeelskredieten van de diensten van de Veiligheid van de Staat".

Or, l'article 18, alinéa 1^{er}, du projet prévoit que

"Par dérogation à l'article 104, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État, les membres de la cellule d'appui continuent à bénéficier, suite à l'accord préalable du ministre concerné ou de l'organisme concerné et à charge de leur service d'origine, de la rémunération qu'ils y percevaient, en ce compris les allocations, les indemnités et les primes, pour autant que les conditions d'octroi de celles-ci restent réunies."

Il apparaît donc que les conditions auxquelles le Ministre du Budget a subordonné son accord ne sont pas toutes respectées.

De même, l'article 6 du projet dont la rédaction ne rencontre pas la dernière exigence formulée par le Ministre du Budget qui tient à l'exigence que l'administrateur général soit le destinataire des avis visés à l'article 6 du projet.

Les auteurs du projet doivent, dès lors, soit le revoir pour le rendre conforme à toutes ces exigences, soit, s'ils ne l'adaptent pas de telle façon que l'ensemble de ses dispositions puisse être réputé avoir reçu cet assentiment, le soumettre à nouveau à son accord préalable ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Dans ce cas, si le projet ne recevait pas cet accord, l'article 8 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire pourrait être appliqué.

En toute hypothèse, le Ministre du Budget doit d'ailleurs également proposer et contresigner l'arrêté en projet car, suivant l'article 47 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État,

"Tout acte d'administration portant création d'emplois définitifs ou temporaires ou révision des dispositions organiques relatives aux traitements ou allocations du personnel, est signé par le Ministre intéressé et contresigné par le Ministre qui a le budget dans ses attributions."

Examen du projet

Dispositif

Articles 2 et 3

Il y a lieu d'assurer la cohérence avec l'arrêté royal du 14 janvier 1994 portant statut de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint de la Sûreté de l'État et d'abroger en conséquence l'article 7 de cet arrêté.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	Ph. QUERTAINMONT,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

LC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.713/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 november 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het algemeen bestuur en de ondersteuningscel van de Veiligheid van de Staat", heeft op 27 november 2006 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In casu luidt de brief als volgt :

"Le respect de ce délai de 5 jours ouvrables est strictement nécessaire par le fait qu'un nouvel administrateur général de la Sûreté de l'État a été désigné par le Roi ce 27 octobre 2006; Qu'il est nécessaire que les procédures de désignation des différents experts de la cellule d'appui soient rapidement mises en oeuvre de telle sorte que le nouvel administrateur général de la Sûreté de l'État puisse prendre ses fonctions entouré notamment des experts de la cellule d'appui; Vu la nature particulière de ce service public, il importe d'assurer au plus vite un renfort des expertises nécessaires pour mener à bien l'ensemble des missions légales qui incombent à la Sûreté de l'État; Que la section de législation du Conseil d'État a été récemment saisie d'un projet d'arrêté royal qui réforme toute la carrière des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État; Que cette réforme nécessitera l'appui des experts prévus par le présent arrêté royal et plus particulièrement, de l'expert en management et de l'expert en droit administratif et de la fonction publique; Qu'il est dès lors indispensable de pouvoir lancer la procédure de sélection de ces experts à très court terme dès lors que cette réforme de la carrière des agents des services extérieurs doit entrer en vigueur avant le 31 décembre 2006."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Voorafgaande vormvereisten

In de aanhef van het ontwerp wordt verwezen naar "het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 oktober 2006". Die akkoordbevinding is evenwel voorwaardelijk, aangezien ze ondergeschikt is aan de nakoming van drie vereisten, waarvan de eerste luidt als volgt :

"dat de kost (lees : kosten) verbonden aan de bepalingen in het ontwerp opgevangen worden binnen de toegestane personeelskredieten van de diensten van de Veiligheid van de Staat".

In artikel 18, eerste lid, van het ontwerp wordt echter het volgende bepaald :

"In afwijking op artikel 104, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, blijven de leden van de ondersteuningscel, mits het voorafgaandelijk akkoord van de betrokken minister of van de betrokken instelling en op kosten van hun oorspronkelijke dienst, genieten van de bezoldiging die zij daar ontvingen, met inbegrip van de toelagen, vergoedingen en premies, voor zover de toekenningsvoorwaarden ervan vervuld zijn."

Blijkbaar zijn de voorwaarden waaraan de Minister van Begroting zijn akkoordbevinding gekoppeld heeft dus niet allemaal vervuld.

Hetzelfde geldt voor de redactie van artikel 6 van het ontwerp waarin niet voldaan wordt aan de laatste vereiste gesteld door de Minister van Begroting, namelijk dat de in artikel 6 van het ontwerp bedoelde adviezen gericht moeten worden aan de administrateur-generaal.

De stellers van ontwerp dienen het derhalve, hetzij te herzien om het in overeenstemming te brengen met al deze vereisten, hetzij, indien zij het niet zodanig aanpassen dat alle bepalingen ervan geacht kunnen worden die instemming te hebben gekregen, het opnieuw met het oog op voorafgaande akkoordbevinding aan hem voor te leggen ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ In dat geval, indien in verband met het ontwerp die akkoordbevinding er niet komt, zou artikel 8 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole kunnen worden toegepast.

Hoe dan ook moet overigens ook de Minister van Begroting het ontworpen besluit voordragen en medeondertekenen, aangezien in artikel 47 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit het volgende wordt bepaald :

"Elke bestuurshandeling tot oprichting van definitieve of tijdelijke ambten, ofwel tot herziening der reglementsbepalingen betreffende de jaarwedden of uitkeringen voor het personeel, wordt door de betrokken minister ondertekend en door de minister (tot) wiens bevoegdheid de Begroting behoort medeondertekend."

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikelen 2 en 3

Er dient te worden gezorgd voor overeenstemming met het koninklijk besluit van 14 januari 1994 houdende het statuut van de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat. Artikel 7 van dat besluit dient bijgevolg te worden opgeheven.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	Ph. QUERTAINMONT,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS